



Marché du travail au Québec : Vers une reprise à deux vitesses

Institut du Québec

11 novembre 2020

En bref

En raison du deuxième confinement décrété par le gouvernement du Québec, la situation de l'emploi au Québec en octobre 2020 s'est légèrement détériorée par rapport au mois dernier. Toutefois, la résilience persiste. Les restrictions sanitaires, davantage ciblées qu'au printemps, ne touchent que quelques secteurs de l'économie. Si bien que plusieurs indicateurs demeurent positifs :

- Le **niveau d'emploi** observé en octobre 2020 a presque qu'atteint celui enregistré avant la crise (97 % du niveau de février 2020). Ainsi, le Québec se situe au cinquième rang des provinces canadiennes en termes de récupération d'emplois ;
- À 7,7 %, le **taux de chômage** accuse une légère remontée en octobre 2020, une situation prévisible avec les nouvelles contraintes. Chez les 25-54 ans, il se situe toutefois à 6,3 % (comparativement à 3,8 % avant la pandémie) ;
- À 83,5 %, le **taux d'emploi des 25-54 ans** demeure stable depuis deux mois et se rapproche du niveau observé en février dernier (85,7%). Le **taux d'activité** de ce groupe a quant à lui égalé le niveau d'avant la pandémie ;
- Le **taux d'emploi des femmes** retourne progressivement vers des niveaux observés avant la pandémie ;
- L'**emploi dans la région montréalaise** (RMR¹) a presque atteint son niveau de février, mais il reste encore un manque à gagner ailleurs au Québec ;

Cependant, quelques indicateurs demeurent plus inquiétants :

- Quelque 207 000 personnes à l'emploi n'ont pas déclaré d'heures travaillées au moment de l'enquête en octobre 2020, comparativement à 140 000 personnes en février 2020. Ce chiffre est toutefois en baisse constante depuis avril dernier ;
- Le secteur de l'hébergement et de la restauration demeure le plus affecté par les mesures sanitaires : sur le plan de l'emploi, près de 64 % du manque à gagner par rapport à février 2020 provient de cette industrie. Après avoir connu une reprise cet été, le nombre d'emplois a de nouveau chuté en octobre ;
- Le taux d'emploi des personnes moins scolarisées demeure très volatil. Un deuxième confinement pourrait les affecter davantage à moyen terme ;
- Le taux de chômage des immigrants demeure plus élevé que celui des personnes nées au Canada.
- Le nombre de jeunes qui ne sont pas à l'emploi ou aux études est plus élevé qu'avant la pandémie.

¹ Région métropolitaine de recensement. Pour Montréal, cette région inclut l'île, Laval, la Rive-Sud et la Rive-Nord.

Contexte

Le Québec affronte actuellement une deuxième vague de la pandémie de COVID-19, qui a contraint son gouvernement à imposer de nouvelles mesures sanitaires qui limitent du coup l'activité économique. Plus ciblées, ces restrictions affectent plus particulièrement les secteurs de l'hébergement, la restauration et la culture. Ces derniers n'étaient d'ailleurs pas revenus à leur niveau pré-pandémie à la sortie du premier confinement. Et comme tout porte à croire que ces mesures seront encore en place dans un avenir prévisible, les chiffres des prochains mois seront donc à surveiller.

Les données de l'*Enquête sur la population active* (EPA) de Statistique Canada nous permettent de prendre le pouls du marché du travail sur une base mensuelle². L'Institut du Québec (IDQ) analyse déjà le marché du travail par son *Indice de l'emploi IDQ*, dont l'objectif est de saisir les mouvements annuels de l'emploi au Québec sans être soumis aux variations mensuelles. Or, face aux déviations importantes de court terme par rapport aux moyennes historiques, une analyse basée sur un an ne s'avère pas suffisante pour saisir les tendances en période de crise.

Ce rapport, qui a pour objectif d'analyser ces tendances, présente un bilan de la récupération de l'emploi après huit mois de crise, étudie les industries dont le nombre d'employés est toujours moindre qu'en février, observe l'impact de cette crise sur certains groupes de la société et pointe les tendances qui émergent dans certaines régions.

Portrait général

Afin de donner un aperçu général de l'état de santé du marché du travail du Québec, nous avons retenu trois indicateurs³ : le taux de chômage, le taux d'activité et le taux d'emploi des personnes âgées de 25 à 54 ans. Comme ce groupe représente près des deux tiers des personnes à l'emploi au Québec et constitue le principal bassin de main-d'œuvre, nous en avons privilégié l'analyse afin de mieux cerner les tendances en cours.

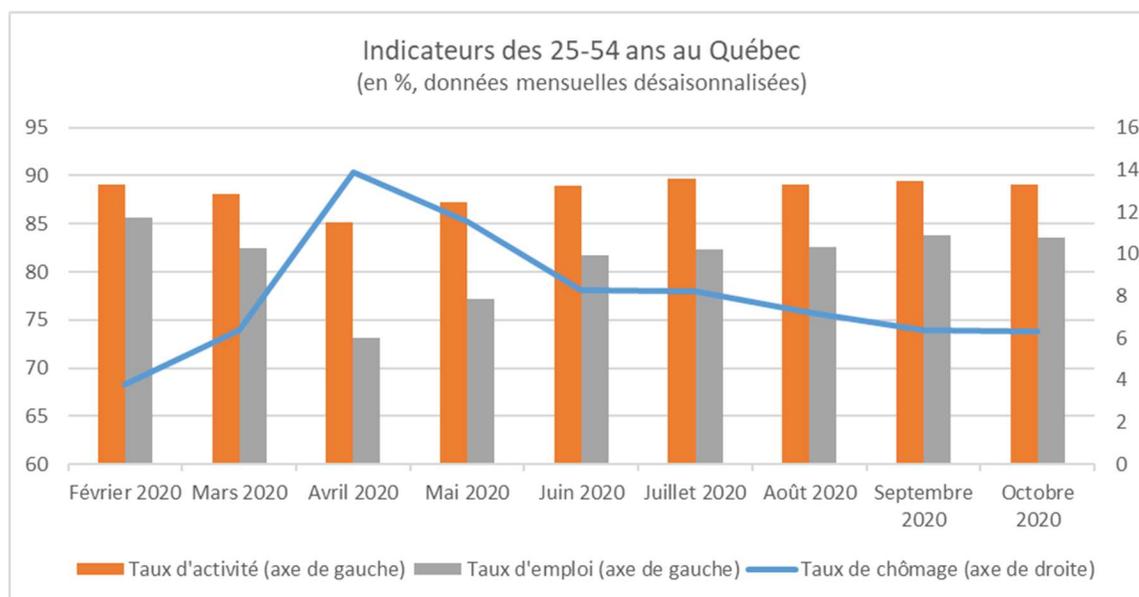
Il en ressort que **le taux d'activité des 25-54 ans est revenu au niveau de février 2020 (89,1 %)**, après avoir atteint un creux en avril (85,1 %). Cette hausse montre que les travailleurs ont réintégré massivement le marché du travail, et ce, malgré l'aide gouvernementale toujours en vigueur qui aurait pu en inciter davantage à demeurer inactifs.

Toutefois, le **taux de chômage des personnes de 25 à 54 ans** (6,3 % en octobre) demeure substantiellement plus élevé qu'en février dernier (3,8 %). Cet écart de 2,5 points de pourcentage représente 75 000 chômeurs supplémentaires dans la population active. Il en va de même pour le **taux d'emploi**, qui n'a pas rejoint son niveau d'avant la pandémie.

² Les résultats de ce mois-ci portent sur la période du 11 au 17 octobre.

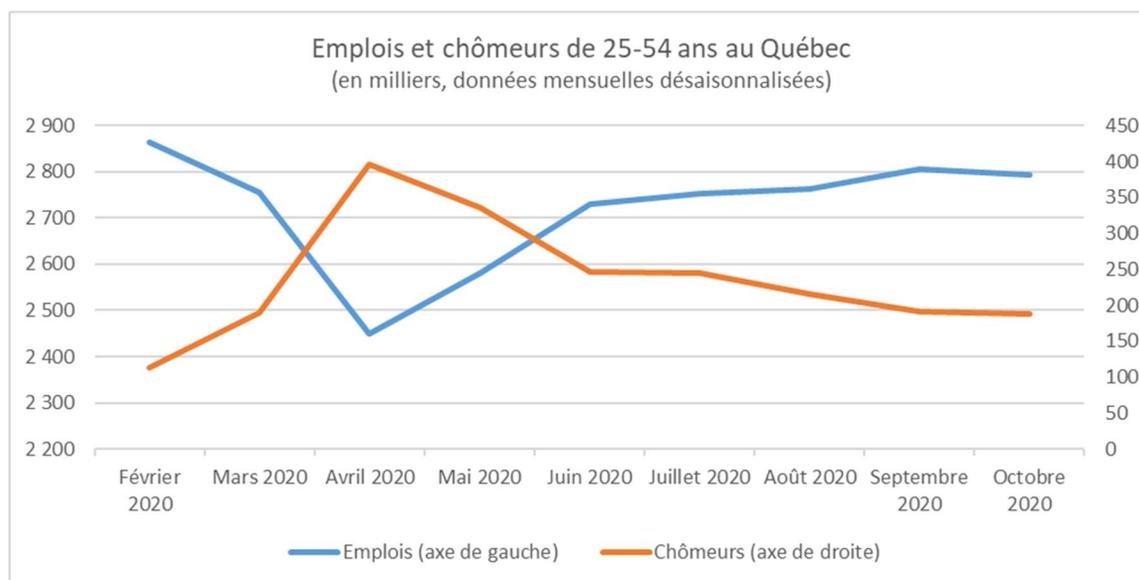
³ Pour un portrait plus complet du marché du travail, référez-vous à notre publication mensuelle *Indice de l'emploi IDQ*.

Graphique 1 : Les travailleurs de 25 à 54 ans sont aussi actifs sur le marché du travail qu'avant la pandémie même si leur taux de chômage reste considérablement plus élevé



Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0287-01.

Graphique 2 : Le Québec compte près de 75 000 chômeurs de plus qu'en février 2020 chez les 25-54 ans



Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0287-01.

Le marché du travail s'est toutefois amélioré au Québec lorsqu'on le compare au reste du Canada (voir le tableau 1). Précisons d'abord que c'est au Québec que les pertes d'emplois ont été les plus élevées, toutes proportions gardées. Cela est notamment attribuable aux fermetures et restrictions sanitaires plus imposantes dans le secteur de la production de biens (respectivement -25,7 % et -12,0 % d'emplois de mars à avril au Québec et dans le reste du Canada).⁴

⁴ Le gouvernement du Québec a décrété la fermeture des entreprises non essentielles du secteur manufacturier ainsi que de l'industrie de la construction pendant quelques semaines, ce qui n'a pas été nécessairement le cas dans le reste du Canada.

Au cours de l'été, le Québec a rouvert son économie de manière importante, ce qui lui a permis de récupérer une part importante des 820 500 emplois perdus entre février et avril 2020. Les nouvelles restrictions mises en place en octobre ont toutefois restreint sa lancée. Malgré tout, la province avait récupéré 97 % de ses emplois en octobre, un pourcentage qui se situe dans la moyenne canadienne.

Tableau 1 : Le Québec continue à récupérer ses emplois

Récupération des emplois depuis le creux du printemps			
(en milliers et %, données mensuelles désaisonnalisées)			
	Emplois, février 2020	Emplois, octobre 2020	% d'emplois récupérés (février-octobre)
Terre-Neuve-et-Labrador	223,2	222,1	100%
Île-du-Prince-Édouard	80,6	76,4	98%
Nouvelle-Écosse	471,0	458,5	98%
Nouveau-Brunswick	361,0	352,7	98%
Québec	4 384,5	4 258,0	97%
Ontario	7 555,1	7 267,2	97%
Manitoba	664,2	650,5	97%
Saskatchewan	580,7	562,9	96%
Alberta	2 329,9	2 227,4	96%
Colombie-Britannique	2 539,1	2 477,8	95%
Moyenne canadienne	19 189,4	18 553,5	97%

1: Au mois de mai pour l'Ontario, avril pour le reste du Canada

Source : Statistique Canada, tableau : 14-10-0287-01

Un autre indicateur permet de mesurer les effets particuliers de la COVID-19 sur le marché du travail : le **taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre**.

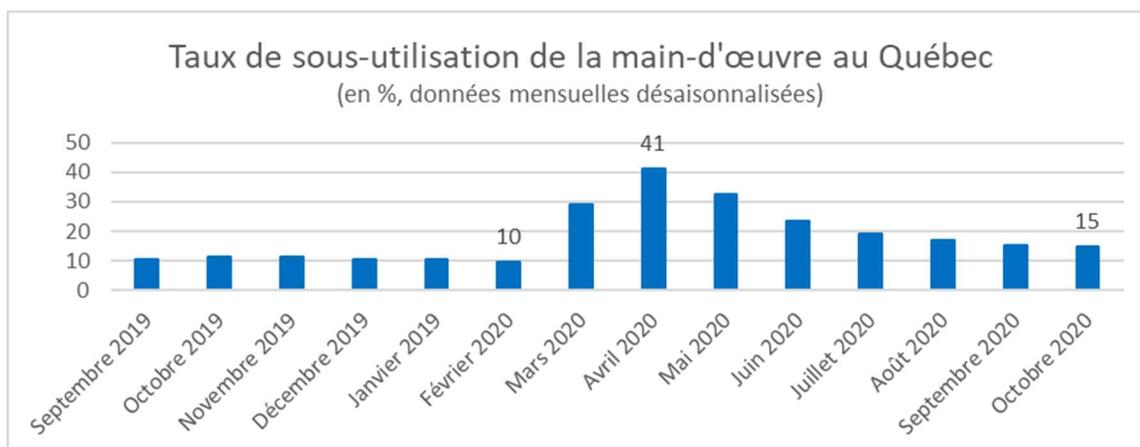
Définition du taux de sous-utilisation de la main d'œuvre

Ce taux cumule le nombre de chômeurs, de personnes inactives qui voulaient travailler mais qui n'ont pas cherché d'emploi, et celles qui sont demeurées en emploi mais qui ont perdu l'ensemble ou la majorité de leurs heures de travail habituelles pour des raisons probablement liées à la COVID-19, en proportion de la population active potentielle.

Dans ce contexte, la population active potentielle regroupe les personnes actives (les personnes à l'emploi et les chômeurs) ainsi que les personnes inactives qui voulaient travailler mais qui n'ont pas cherché de travail (par exemple parce qu'elles attendaient d'être rappelées par leur ancien employeur ou espéraient une réponse de sa part, croyaient qu'il n'y avait pas de travail pour elles, ou détenaient un emploi à long terme qui devait commencer à une date ultérieure).

Après avoir atteint un sommet à 41 % en avril 2020, le taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre a constamment diminué au cours de l'été et de l'automne. Il reste cependant à un niveau 1,5 fois plus élevé qu'avant la crise (10 % en février 2020).

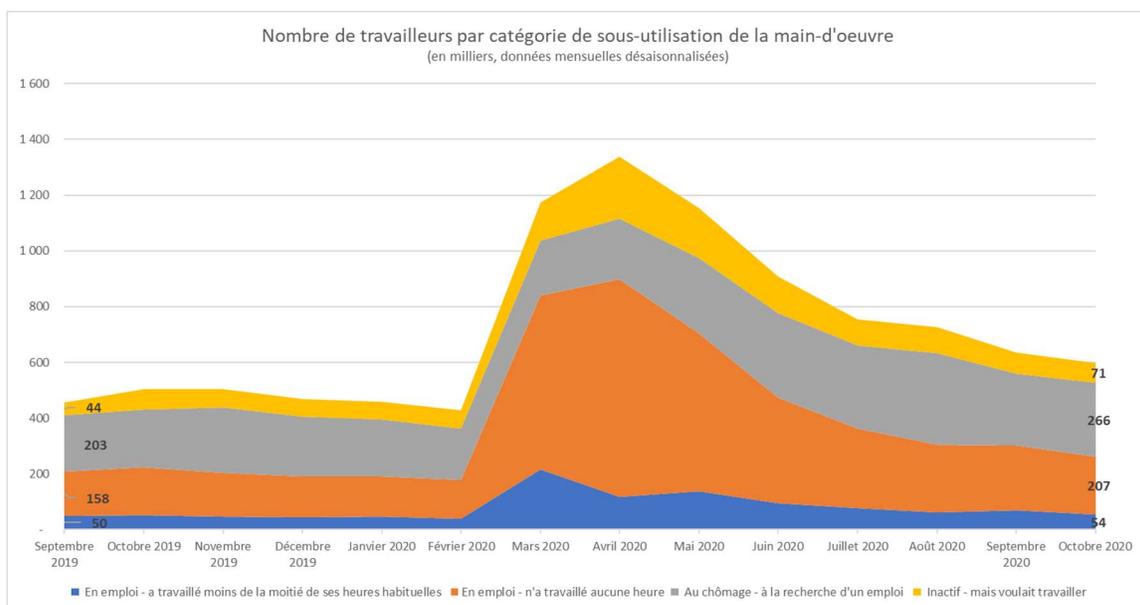
Graphique 3 : Une partie de la main-d'œuvre potentielle demeure sous-utilisée



Source : Statistique Canada, indicateurs supplémentaires de l'Enquête sur la population active.

Cette persistance du taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre s'explique principalement par le maintien du chômage à un niveau élevé et le nombre d'employés qui ne travaillent aucune heure. En effet, certaines entreprises dont les activités sont arrêtées ou ralenties par les restrictions ont préféré garder leur lien d'emploi avec leur personnel sans pour autant le faire travailler. Au Québec, plus de 200 000 employés vivent encore cette réalité bien qu'elle tende à se résorber depuis le pic d'avril 2020 où près de 800 000 travailleurs s'étaient retrouvés dans cette situation.

Graphique 4 : La main-d'œuvre potentielle sous-utilisée est en baisse depuis le mois d'avril

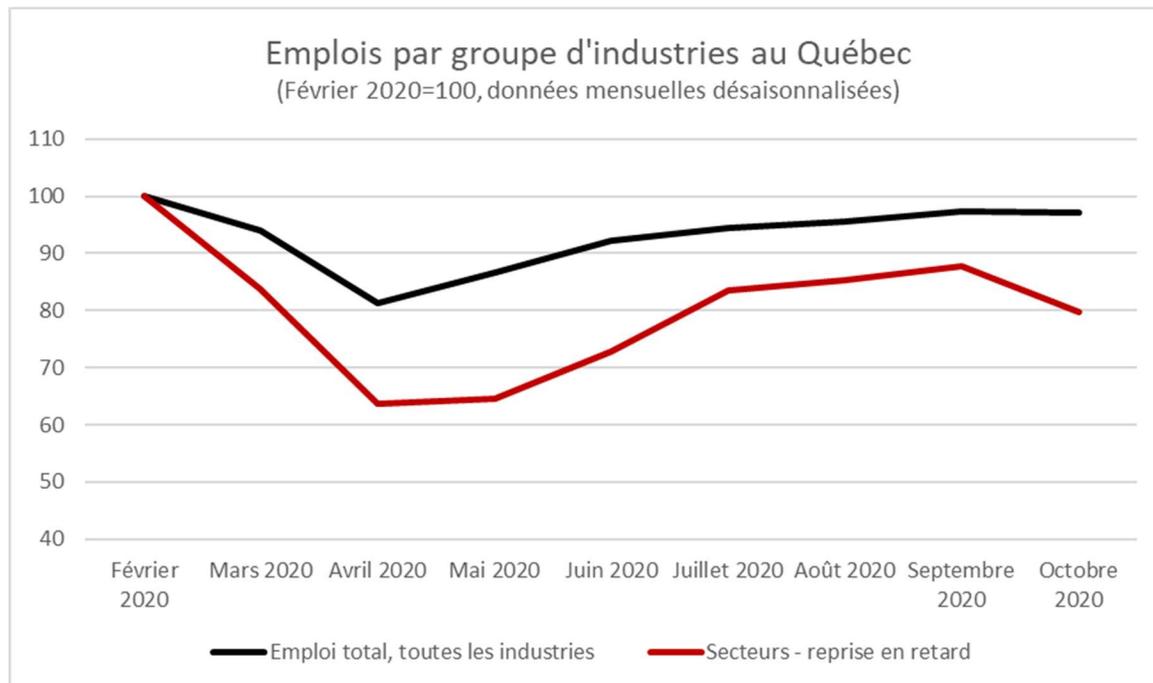


Source : Statistique Canada, indicateurs supplémentaires de l'Enquête sur la population active.

Industries

Dans son rapport intitulé [L'emploi et la COVID-19, Analyse et propositions pour relancer le marché du travail](#) publié en septembre 2020, l'Institut du Québec soulignait que sept industries étaient encore loin d'avoir récupéré leur niveau d'avant la crise. Depuis, ce nombre s'est réduit à trois : Hébergement et restauration, Information, culture et loisirs et, dans une moindre mesure, Autres services⁵. Cette situation témoigne de l'existence d'une économie à deux vitesses, où les secteurs qui peuvent opérer sous les restrictions ont récupéré en grande partie leurs pertes d'emploi, tandis que d'autres peuvent difficilement maintenir leurs activités. Le graphique suivant illustre cette reprise à deux vitesses, selon le point d'origine de février dernier.

Graphique 5 : Secteurs dont la reprise est en retard au Québec (Services d'hébergement et de restauration; Information, culture et loisirs; Autres services, sauf les administrations publiques)



Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0355-01

Le Tableau 2 montre la part des emplois retrouvés en octobre 2020 par rapport à la situation qui prévalait en février dernier, avant la pandémie, pour chaque industrie : le rouge indique une reprise en retard (91 % et moins des emplois récupérés), le jaune souligne une reprise bien amorcée (entre 91 % et 100 % des emplois récupérés) et le vert illustre une reprise terminée (100 % et plus des emplois récupérés).

⁵ La catégorie « Autres services » comprend les services d'entretiens ménagers privés et les établissements qui ne figurent dans aucun autre secteur d'activité (réparation et entretien ; services personnels et services de blanchissage ; organismes religieux, fondations, groupes de citoyens et organisations professionnelles) sauf les administrations publiques.

Tableau 2 : Une reprise très inégale selon les secteurs

Récupération des emplois par rapport à février 2020

(en %, données mensuelles désaisonnalisées)

Services d'hébergement et de restauration	69 %
Information, culture et loisirs	84 %
Autres services (sauf les administrations publiques)	91 %
Fabrication	95 %
Transport et entreposage	96 %
Agriculture	96 %
Construction	96 %
Administrations publiques	97 %
Services publics	99 %
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	99 %
Foresterie, pêche, mines, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	100 %
Commerce de gros et de détail	101 %
Soins de santé et assistance sociale	101 %
Services professionnels, scientifiques et techniques	102 %
Finance, assurances, services immobiliers et de location	103 %
Services d'enseignement	110 %
Emploi total, toutes les industries	97 %

Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0355-01.

Le secteur de l'hébergement et de la restauration s'avère le plus touché par cette deuxième vague, et de loin. En un mois, il a perdu près de 42 000 emplois (19 % de ses effectifs de septembre 2020). Près des deux tiers des emplois perdus au cours de la crise se retrouvent dans cette industrie. Le deuxième secteur le plus affecté est celui de l'Information, culture et loisirs avec 11 000 postes perdus (7 % de ses effectifs de septembre 2020).

L'un des éléments qui pourraient susciter une inquiétude réside dans le fait que les secteurs les plus touchés par les mesures sanitaires actuelles sont également ceux qui avaient le moins récupéré d'emplois lors de la reprise estivale (imposition de capacité limitée dans les restaurants, peu ou pas de touristes). Les nouvelles restrictions en « zone rouge » telles que la fermeture des salles à manger, des casinos, des théâtres, des cinémas et des musées sont venues ralentir la timide progression auparavant amorcée. Si ces contraintes perdurent et que les fermetures décrétées se multiplient, les chiffres des prochains mois risquent d'illustrer une crise plus profonde de l'emploi dans ces secteurs.

Montréal et le reste du Québec

Même avant le début de la pandémie, le taux de chômage était plus élevé dans la région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal, – ce qui inclut notamment Laval et Longueuil, – que dans le reste du Québec. Ainsi, ce taux était près de 2 points de pourcentage plus élevé dans la RMR en octobre dernier. Au cours de l'été suivant le premier confinement, le phénomène s'est accentué, et en août, l'écart s'est creusé pour atteindre 6 points. Aujourd'hui, la situation semble toutefois s'être résorbée, avec un taux de chômage légèrement (1,5 point de pourcentage) plus élevé à Montréal.

La différence notable entre Montréal et le reste du Québec s'explique par le niveau de récupération des emplois. En octobre, la région de Montréal a récupéré 99 % des emplois perdus alors que le reste du Québec se situe à 95 %. Ainsi, malgré un taux de chômage plus élevé, sans doute lié à la démographie, la reprise s'en trouve donc mieux amorcée dans la métropole.

Tableau 3 : Montréal (RMR) se démarque par rapport au reste du Québec

Récupération des emplois par rapport à février 2020
(en milliers et %, données mensuelles désaisonnalisées)

	Emplois, février 2020	Emplois, octobre 2020	% d'emplois totaux par rapport à février
Montréal (RMR)	2 237	2 214	99 %
Québec hors Montréal (RMR)	2 147	2 044	95 %
Québec	4 385	4 258	97 %

Sources : Statistique Canada, tableaux : 14-10-0287-01 et 14-10-0295-01

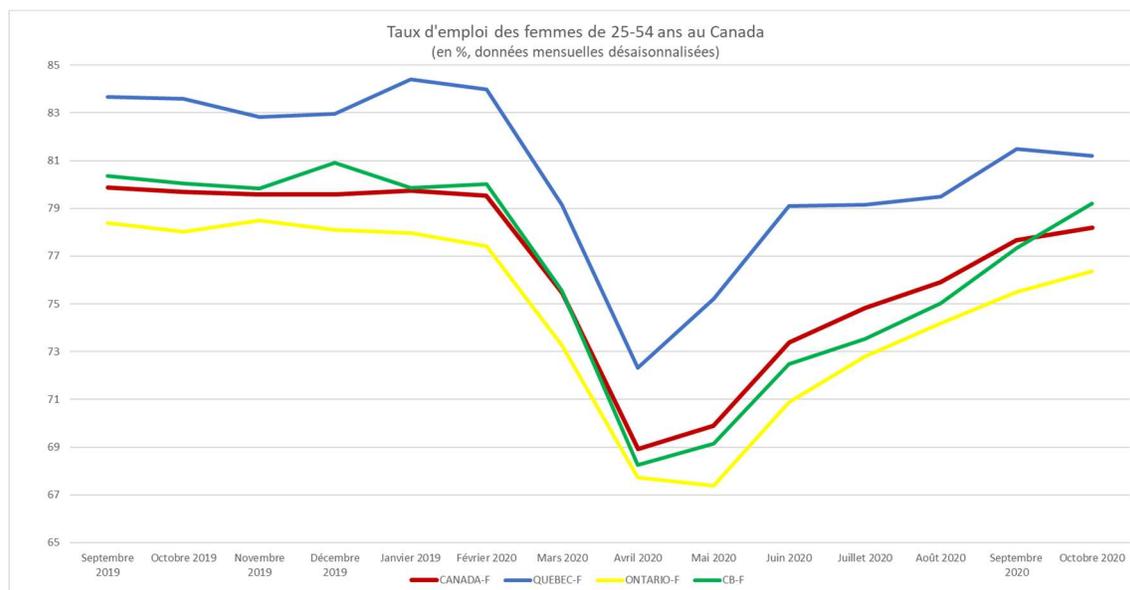
Les groupes les plus affectés

Certains groupes populationnels sont davantage susceptibles de subir les conséquences d'une crise économique. Ce n'est pas différent dans le cadre de la crise actuelle. En septembre 2020, nous avons souligné que les femmes, les immigrants reçus ainsi que les personnes faiblement scolarisées n'avaient pas encore retrouvé les niveaux d'emplois qui prévalaient avant la crise. Le constat, en période de deuxième vague, demeure le même. Dans le cadre de cette analyse, nous allons nous concentrer sur le groupe des 25 à 54 ans, car dans un cycle de vie normal, c'est celui qui est le plus susceptible d'être au travail.

Les femmes

Avant la pandémie, les Québécoises étaient plus présentes sur le marché du travail que leurs homologues des autres grandes provinces et de l'ensemble du Canada (voir graphique 7). Or, bien qu'en octobre 2020, le taux d'emploi des femmes de 25 à 54 ans (81,2 %) semble s'être stabilisé au Québec, il demeure tout de même plus vigoureux que celui observé en Ontario (76,4 %) et en Colombie-Britannique (79,2 %).

Graphique 7 : Les femmes québécoises continuent de se démarquer



Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0287-01.

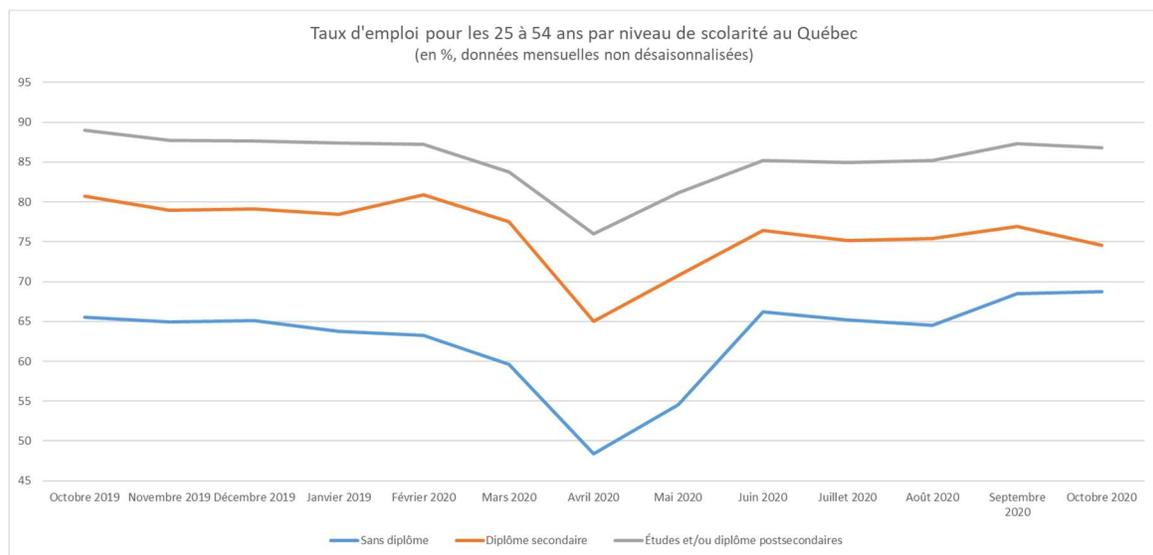
Par niveau de scolarité

En général, les personnes moins scolarisées ont plus de difficulté à récupérer leur emploi lors d'une crise. Après une baisse importante du taux d'emploi observée chez les personnes sans diplôme de 25 à 54 ans en mars et en avril (qui s'est retrouvé sous la barre de 50 %), ce taux s'est redressé à 68,7 % en octobre 2020. **Ce déclin du taux d'emploi, suivi d'une forte reprise, laisse présager une grande volatilité⁶ à ce chapitre. Ce faisant, ces personnes pourraient se retrouver parmi les premières touchées, et même perdre à nouveau leur emploi advenant de nouvelles restrictions.**

Le taux d'emploi des 25 à 54 ans qui détiennent un diplôme universitaire ou des études postsecondaires s'est, quant à lui, accru, mais reste encore inférieur à celui observé en octobre 2019 (86,8 % contre 89,0 %).

Par ailleurs, les personnes de 25 à 54 ans qui possèdent un diplôme d'études secondaires accusent un retard sur les autres groupes, si bien que leur taux d'emploi se situe à 75 %, soit presque 6 points de pourcentage plus bas qu'à pareille date l'an dernier. La situation de ce groupe s'avère donc particulièrement précaire dans un contexte de deuxième vague.

Graphique 8 : La situation des détenteurs d'un diplôme d'études secondaires demeure fragile



Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0019-01.

Immigrants

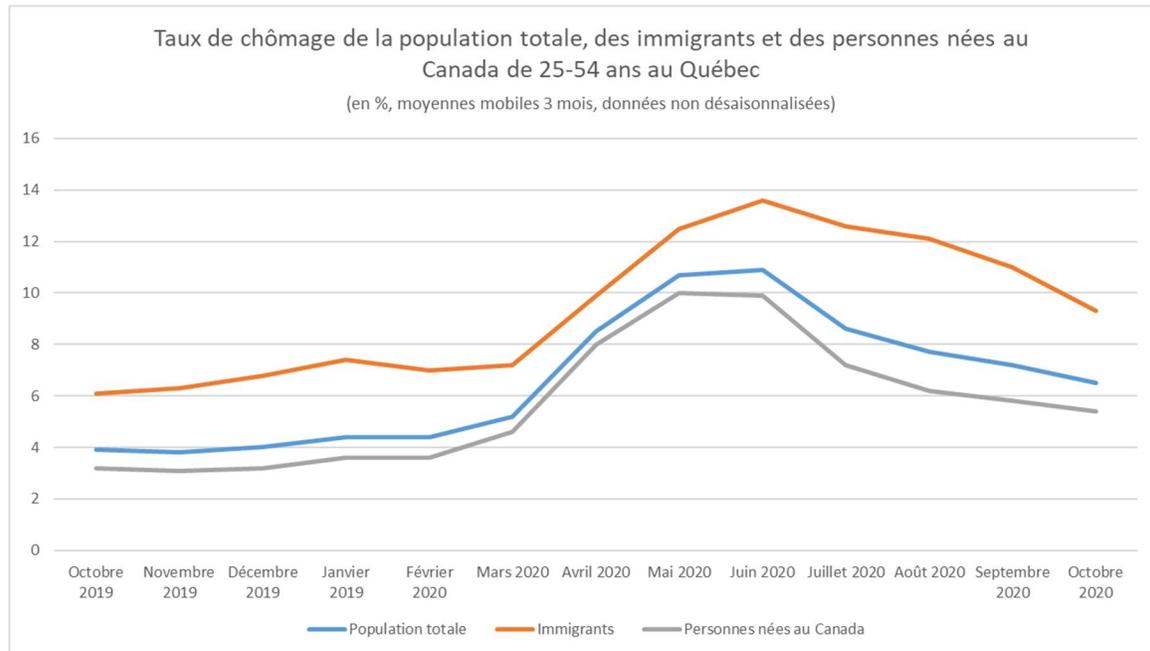
En temps normal, le taux de chômage des immigrants est plus élevé que celui des personnes nées au Canada. Au cours des dernières années au Québec, cet écart s'était toutefois amoindri, en raison notamment de la rareté de main-d'œuvre dans plusieurs secteurs.

Ainsi, en octobre 2019, la différence entre le taux de chômage des 25-54 ans nés au Canada et celui des immigrants de ce même groupe d'âge se situait à 2,9 points de pourcentage. Au cours de l'été 2020, cet écart s'est creusé (5,9 p.d.p.) alors que le taux de chômage des natifs diminuait et que celui des immigrants restait à des niveaux élevés. En octobre 2020, le taux de chômage des immigrants est revenu sous la barre des 10 % (il était à 6,1 % en octobre 2019) et la différence entre les groupes a chuté à 3,9 points de pourcentage.

⁶ Il importe de mentionner que ces données sont non désaisonnalisées.

Toutefois, la prudence s'impose dans l'interprétation de ces données, considérant qu'elles ne sont pas corrigées pour la saisonnalité. De plus, le fait qu'il s'agisse de moyennes mobiles de trois mois pourrait traduire un certain retard dans la baisse du taux de chômage. D'où l'importance de surveiller la situation de près au cours des mois à venir.

Graphique 9 : Le chômage, plus persistant chez les immigrants que pour les personnes nées au Canada

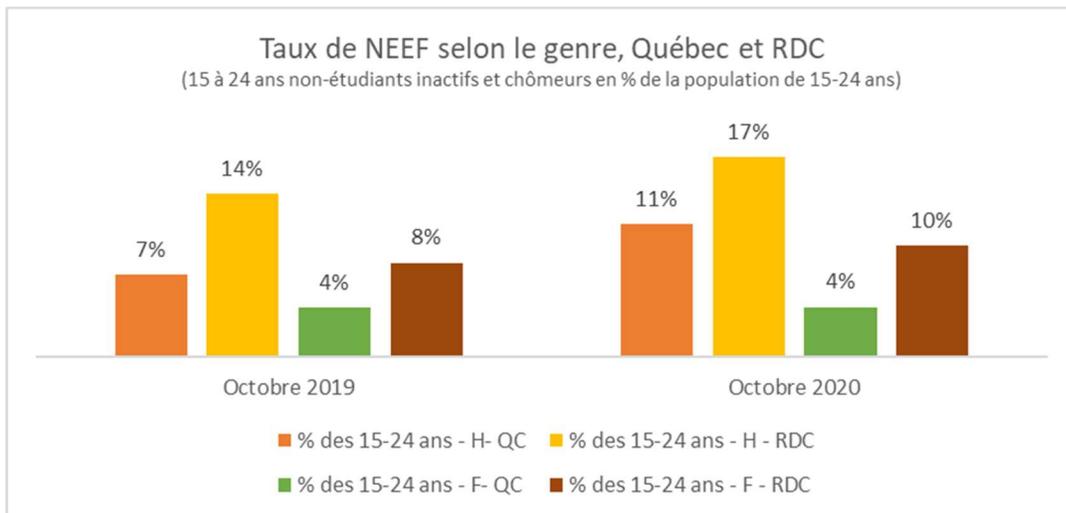


Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0082-01.

Les jeunes

La proportion de jeunes Québécois et de Canadiens qui n'étaient ni en emploi, ni aux études, ni en formation (NEEF) s'est accrue avec la pandémie. En octobre 2020, cette réalité demeure toutefois moindre au Québec (71 000 jeunes ou 9 % des 15-24 ans) que dans le reste du Canada (11 %). La situation s'est aggravée surtout pour les hommes tandis que la prévalence de NEEF chez les jeunes Québécoises s'est maintenue au même niveau⁷.

Graphique 10 : La prévalence de NEEF au Québec demeure plus faible qu'ailleurs au Canada



Source : Statistique Canada, tableau : 14-10-0021-01

⁷ Il faut noter que ces estimations doivent être considérées avec précaution puisqu'elles sont faites sur de petits échantillons et sont non désaisonnalisées.